

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-39 du 21 novembre 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. L'administration publie une déclaration conjointe avec la Suisse et le Liechtenstein

Climat – énergie – environnement

2. Les États-Unis et l'Arabie Saoudite signent une série d'accords visant à approfondir leur partenariat stratégique
3. Le Département de l'Intérieur propose de réviser les règlements d'application de la loi sur les espèces en danger

Transport et infrastructure

4. Le Département des transports dévoile un nouveau mannequin de simulation d'impact pour femmes, le premier du genre.

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

5. La Maison Blanche annonce un projet d'ordre exécutif pour poursuivre en justice les États adoptant des lois régulant l'intelligence artificielle (« Eliminating State Law Obstruction of National AI Policy »)

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'administration publie une déclaration conjointe avec la Suisse et le Liechtenstein

Le 14 novembre, les Etats-Unis, la Suisse et le Liechtenstein ont publié une [déclaration conjointe \(fact sheet\)](#) relative à leur objectif de conclure un accord « d'ici le premier trimestre 2026. ».

S'agissant des engagements d'investissements, la Suisse prévoit « d'encourager et de faciliter » les IDE d'entreprises à hauteur d'au moins 200 Mds\$, et le Liechtenstein 300M\$ aux États-Unis sur cinq ans. Un tiers de ces investissements devrait être réalisé d'ici fin 2026.

S'agissant des droits de douane, la Suisse et le Liechtenstein s'engagent à (i) appliquer des droits de douane nuls sur tous les produits industriels américains, les produits de la mer et certains produits agricoles, ainsi qu'en appliquant des contingents tarifaires pour un certain nombre d'autres produits agricoles. Pour les (ii) droits « réciproques », la Suisse et le Liechtenstein obtiennent un traitement similaire à celui de l'Union européenne, avec un droit de 15% (comprenant le droit MFN), ainsi qu'une exemption des droits « réciproques » pour certains produits non spécifiés. Enfin, pour les droits sectoriels imposés en vertu de la section 232, les deux pays obtiennent un droit « plafond » de 15% pour les produits pharmaceutiques, et les semi-conducteurs.

S'agissant des barrières non-tarifaires, la Suisse coopérera avec les États-Unis pour faciliter la reconnaissance des normes fédérales de sécurité des véhicules, et facilitera l'acceptation des dispositifs médicaux approuvés par la Food and Drug Administration américaine.

S'agissant de la sécurité économique, les participants se laissent la flexibilité d'adopter des règles d'origine, et à coopérer, le cas échéant, sur les questions de transbordement et de contournement. Les partenaires s'engagent également à coopérer sur les contrôles à l'exportation, les sanctions et l'examen des investissements.

Enfin, sur le commerce numérique, la Suisse et le Liechtenstein s'abstiendront d'imposer des taxes sur les services numériques.

Brèves

- Le 20 novembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) un réseau de sociétés écrans et de facilitateurs du transport maritime pour leur implication dans le financement des forces armées iraniennes, a étendu ses sanctions à six navires faisant partie de la « flotte fantôme » utilisée par l'Iran pour exporter son pétrole, et la compagnie aérienne **Mahan Air**, pour son lien avec le Corps des Gardiens de la révolution islamique.
- Le 19 novembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) Ryan James Wedding, ainsi que neuf individus et neuf entités proches de lui, pour son implication dans des activités de trafic de drogue et de meurtre.
- Le 19 novembre, le département du Trésor, avec le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, ainsi que le Foreign, Commonwealth and Development Office du Royaume-Uni ont [sanctionné](#) 7 entités et 5 individus pour leur implication dans des attaques cybercriminelles visant les trois pays.

Climat – énergie – environnement

2. Les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite signent une série d'accords visant à approfondir leur partenariat stratégique

La Maison Blanche a [indiqué](#) le 18 novembre que les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite ont signé le 18 novembre une série d'accords visant à approfondir leur partenariat stratégique. La fact sheet associée indique que le Royaume, qui avait déjà annoncé investir 600 Mds \$ aux Etats-Unis lors de la visite de mai 2025, va porter ses engagements d'investissement à 1000 Mds \$ dans les infrastructures, la technologie et l'industrie américaines. Sont mentionnés un [accord de coopération sur le nucléaire civil](#) garantissant aux entreprises américaines un rôle central dans le développement nucléaire saoudien, une coopération sur les minéraux critiques pour diversifier et sécuriser les chaînes d'approvisionnement sur le même modèle que les accords conclus par le président D. Trump avec d'autres partenaires et un protocole d'accord sur l'Intelligence artificielle donnant au Royaume accès à la technologie américaine tout en protégeant la propriété intellectuelle des États-Unis.

3. Le Département de l'Intérieur propose de réviser les règlements d'application de la loi sur les espèces en danger

Le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 19 novembre avoir proposé quatre projets de règlements visant à restaurer la loi sur les espèces en danger selon le cadre de 2019–2020, annulant les changements de 2024 jugés trop complexes et éloignés du texte légal. Ces projets concernent la désignation des espèces et habitats critiques, la coopération inter-agences, les protections spécifiques pour les espèces menacées et les exclusions d'habitat critique. L'objectif affiché est de simplifier les règles, d'assurer la prévisibilité juridique et de protéger les espèces tout en respectant les activités économiques. Le DoI précise que les décisions seront fondées sur les meilleures données scientifiques et économiques disponibles et que ces mesures suivent les directives des décrets présidentiels visant à soutenir le développement responsable des ressources. La consultation publique est ouverte pendant 30 jours à partir du 21 novembre 2025.

Brèves

- Le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 20 novembre la publication d'un décret ministériel mettant fin au Programme de location de baux pour les hydrocarbures offshore 2024–2029, mis en place sous l'administration Biden et jugé restrictif, et le remplaçant par un nouveau 11^e programme national de location d'hydrocarbures offshore d'envergure, d'ici octobre 2026. Le nouveau programme inclut jusqu'à 34 ventes de baux sur 21 zones, dont l'Alaska, le golfe du Mexique et la côte Pacifique.
- Le Département de l'Energie (DoE) a [annoncé](#) le 18 novembre avoir accordé un prêt d'1 Md \$ à Constellation Energy pour relancer le réacteur de 835 MW du Crane Clean Energy Center en Pennsylvanie, arrêté en 2019 mais jamais démantelé. Le DoE précise que le projet fournira de l'électricité fiable à une région équivalente à environ 800 000 foyers, et créera plus de 600 emplois. Le DoE indique que cette opération est financée via le programme Energy Dominance Financing, et qu'il s'agit du premier projet à bénéficier d'un engagement conditionnel et d'un accord financier sous l'administration Trump.
- Le Département de l'Energie (DoE) a [annoncé](#) le 14 novembre avoir publié deux appels à proposition afin de développer la production nationale de matériaux critiques : 275 M pour récupérer des métaux à partir de sous-produits industriels et charbon, et 80 M pour tester des technologies minières de

nouvelle génération sur des sites de démonstration « Mine of the Future ».

- L'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) a [annoncé](#) le 17 novembre avoir proposé une révision de la définition des « eaux des Etats-Unis » dans le cadre du « Clean Water Act » et de la décision de la Cour Suprême dans l'affaire Sackett v. EPA de 2023. L'EPA indique que cette révision vise à protéger les eaux américaines tout en offrant la certitude réglementaire nécessaire pour soutenir les agriculteurs et faire avancer l'initiative de l'EPA « Powering the Great American Comeback ». L'EPA indique que la proposition précise les termes clés afin de délimiter correctement le champ d'application des « eaux des Etats-Unis », renforce l'autorité décisionnelle des Etats et des tribus, exclut certains fossés, les terrains convertis pour d'autres usages et les systèmes de traitement des déchets. Elle ajoute également une nouvelle exclusion pour les eaux souterraines et précise les zones humides considérées comme « eaux des Etats-Unis ». Une période de consultation publique de 45 jours sera ouverte à la publication dans le registre fédéral.

Transport et infrastructure

4. Le Département des transports dévoile un nouveau mannequin de simulation d'impact pour femmes, le premier du genre.

Le secrétaire américain aux Transports, Sean P. Duffy, a [dévoilé](#) le 20 novembre les détails de conception du premier mannequin d'essai de collision (« crash test dummy ») de type féminin : le THOR-05F. Ce nouveau mannequin, dont le développement a été lancé sous la première administration Trump, est présenté comme essentiel pour lutter contre la tendance actuelle qui voit les femmes subir des blessures plus graves que les hommes dans certains scénarios d'accidents de voiture.

Le communiqué explique que, pendant des années, les crash-tests ont utilisé le mannequin Hybrid III. La National Highway Traffic Safety administration (NHTSA) a parrainé le développement industriel du THOR-05F, un mannequin d'essai de collision frontal féminin avancé, doté de capacités de réponse et de mesure améliorées. Sa forme et sa réponse en cas de collision sont basées sur le corps féminin, ce qui permettra à terme de mieux évaluer les risques de blessures au cerveau, au thorax, à l'abdomen, au bassin et aux jambes chez les passagères de petite taille.

Équipé de plus de 150 capteurs de pointe, le THOR-05F est plus résistant, plus précis et plus réaliste, ce qui lui permet de collecter trois fois plus de mesures de blessures que les mannequins actuels. Les détails techniques et les recherches étant désormais consolidés, le THOR-05F sera mis à disposition des fabricants de mannequins afin qu'ils puissent construire des modèles répondant à ces spécifications, et à l'industrie automobile afin qu'elle puisse commencer à les tester dans ses véhicules.

La NHTSA [publiera](#) cinq documents détaillant les spécifications et les informations techniques. Une fois la règle finale publiée, l'utilisation du THOR-05F sera envisagée dans le cadre du programme d'évaluation des voitures neuves et des tests de conformité aux normes fédérales de sécurité des véhicules automobiles.

Le communiqué souligne que l'administration Trump s'engage à protéger les familles sur les routes américaines. Conformément au décret présidentiel « Restaurer la vérité biologique au gouvernement fédéral », le département des Transports (DoT) veille ainsi à ce que les différences entre les corps féminins et masculins soient prises en compte lors des essais de collision afin de fournir les résultats les plus précis possibles.

Brèves

- Le Département des transports a [lancé](#) le 19 novembre une nouvelle campagne de sensibilisation intitulée : « L'âge doré du voyage commence avec vous ». Cette campagne vise à « lancer un débat national sur la manière dont nous pouvons tous rétablir la courtoisie et la classe dans les voyages aériens. Cela permettra non seulement d'améliorer l'expérience de voyage des passagers, mais aussi d'assurer la sécurité des passagers, des agents d'embarquement, des agents de bord et des pilotes ». La campagne est une réponse à l'augmentation du nombre de passagers indisciplinés dans le transport aérien. Le communiqué souligne à cet égard que, depuis 2019, l'administration fédérale de l'aviation (FAA) a constaté une augmentation de 400 % des incidents à bord des avions, allant de comportements perturbateurs à des actes de violence.

Industrie

Brèves

- Le 18 novembre 2025, le distributeur Home Depot a annoncé avoir réduit ses prévisions de bénéfices annuels de -2% à -5%.

L'entreprise, perçu comme un indicateur du marché immobilier américain, a invoqué un ralentissement général lié à la réticence des consommateurs à investir dans le logement et la rénovation, en raison de l'incertitude économique - notamment les mesures douanières et de la hausse des taux hypothécaires.

- Le 19 novembre 2025, le géant américain des puces électroniques Nvidia a annoncé des résultats record pour le troisième trimestre 2025 supérieurs aux prévisions réalisées, en raison d'une croissance rapide et continue de la demande. A la fin du mois d'octobre, le bénéfice net s'est élevé 31,9 Md\$, soit une augmentation de +65% par rapport à la même période en 2024, et +245% par rapport à 2023. Le chiffre d'affaires a progressé quant à lui de +62% par rapport à la même période en 2024 pour atteindre 57 Md\$, dépassant la prévision de Wall Street de 55,2 Md\$. A la suite de cette annonce, l'action du groupe a augmenté de presque 5%.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 20 novembre 2025, Walmart a [publié](#) ses résultats trimestriels et a déclaré que son bénéfice net avait augmenté de +34% pour atteindre 6,1 Md\$. Dans le même temps, l'entreprise prévoit une hausse entre +4,8% et +5,1% de ses ventes, soit une estimation supérieure aux prévisions, notamment grâce au e-commerce : Walmart a invoqué sa capacité à séduire les acheteurs en recherche de prix bas tout en absorbant la hausse des coûts liées entre autres aux mesures tarifaires.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- Dans un [Executive Order](#) signé le 14 novembre, Donald Trump a exclu plusieurs produits agricoles (café, thé, fruits tropicaux, jus, cacao, bananes, oranges, tomates, bœuf, engrais etc.) du champ d'application des droits de douane réciproques. L'administration [justifie](#) cette sélection de produits selon trois

critères : une demande intérieure élevée, une production nationale jugée insuffisante ou la mise en place récente d'accords commerciaux. Par [Executive Order](#) du 20 novembre, le président Trump a étendu au Brésil le bénéfice de ces concessions tarifaires en annulant les droits additionnels de 40% qui touchaient ces produits depuis son [Executive Order](#) du 30 juillet 2025.

- L'*Environmental Protection Agency* (EPA) et le *U.S Army Corps of Engineers* ont soumis à commentaire public un [projet](#) de révision des dispositions réglementaires du [Clean Water Act](#). Ce projet [clarifie](#), dans un sens d'assouplissement, la définition des *Waters Of The United States* (WOTUS) à la lumière de la [décision](#) de la Cour suprême de 2023. Les zones reconnues comme WOTUS sont protégées par la loi et les rejets de polluants ou toute forme d'exploitation de ces eaux nécessitent l'octroi d'un permis fédéral. Dorénavant, outre les voies navigables, seuls les cours d'eau « relativement permanents » et les zones humides en « connexion directe » avec d'autres cours d'eaux seront soumis à la loi sur l'eau. Le projet est salué par les Républicains et les milieux agricoles, dont le [Farm Bureau](#), car il garantit un assouplissement des contraintes réglementaires pour les agriculteurs. En revanche, les Démocrates et plusieurs organisations environnementales, dont la [Waterkeeper alliance](#), ont dénoncé un projet menaçant les écosystèmes.
- A l'occasion de la réunion annuelle de la *National Milk Producers Federation*, la secrétaire à l'Agriculture Rollins a [réaffirmé](#) la volonté de l'administration Trump d'encourager la consommation de produits laitiers, notamment via les futures recommandations nutritionnelles officielles du gouvernement, attendues en fin d'année. Cette déclaration fait écho au [projet de loi](#) bipartisan *Whole Milk for Healthy Kids Act*, déposé au début de l'année par le président de la commission agricole de la Chambre des représentants, Glenn Thompson (R-PA). Ce projet vise à renforcer la place du lait entier dans l'alimentation scolaire en autorisant la distribution de lait contenant plus de 1% de matière grasse dans les écoles. Le texte prévoit également que la teneur en graisses du lait ne sera plus prise en compte dans le calcul de la limite de graisses saturées des repas scolaires. Selon le [Farm Bureau](#), le retour du lait entier dans les cantines constituera un débouché bienvenu pour les producteurs même si son effet sur la consommation totale de lait sera limité.

- La *National Oilseed Processors Association* (NOPA) et l'*American Soybean Association* (ASA) ont adressé une [lettre](#) au président Trump pour lui demander de concrétiser rapidement les projets visant à développer l'utilisation de biodiesels américains. Les organisations appellent ainsi à désinciter le recours à des matières premières étrangères dans la fabrication de biocarburants et à mettre en œuvre les nouvelles [directives](#) 2026/27 de l'EPA afin de renforcer l'utilisation d'huile de soja. Elles rappellent enfin l'importance des lignes directrices en cours d'élaboration par le département du Trésor pour que les biocarburants à base d'huile de soja soient éligibles au crédit d'impôt 45Z.

Numérique et innovation

5. La Maison Blanche annonce un projet d'ordre exécutif pour poursuivre en justice les Etats adoptant des lois régulant l'intelligence artificielle (« Eliminating State Law Obstruction of National AI Policy »)

La Maison Blanche [a annoncé](#) le 20 novembre 2025 qu'elle préparait un ordre exécutif demandant au ministère de la Justice de poursuivre les Etats fédérés qui ont adopté des réglementations dans le domaine de l'intelligence artificielle, au motif que ces règles perturberaient le commerce entre Etats (« Eliminating State Law Obstruction of National AI Policy »). Selon le projet d'ordre exécutif, le DOJ serait chargé de créer une « AI Litigation Task Force ». Par ailleurs, le Secrétaire au Commerce serait invité à examiner les lois des Etats jugées « oppressives » dans un délai de 90 jours à l'issue duquel il pourrait recommander des sanctions financières (par exemple couper les financements fédéraux pour le haut-débit) aux Etats qui ne se conformeraient pas à ses préconisations. La Federal Trade Commission (FTC) serait chargée de vérifier que les lois des Etats exigeant des « modifications de modèle d'IA » soient conformes à la loi FTC. Enfin, la Federal Communications Commission (FCC) serait invitée à développer des normes nationales de transparence ("disclosure standards") pour les modèles d'IA, afin de préempter les règles contradictoires adoptées par les états.

Le président Trump a également [pris position](#) en faveur d'une régulation uniforme de l'IA au niveau fédéral afin d'éviter une « surrégulation » Etat par Etat de ce secteur en plein essor. Il a

proposé d'inclure des dispositions dans la loi d'autorisation de défense (NDAA) ou comme projet de loi séparé.

Brèves

- Jeff Bezos, fondateur d'Amazon, [a annoncé](#) lundi 17 novembre qu'il prendrait la co-direction (aux côtés de Vik Bajaj, physicien chimiste qui a travaillé chez Google X) d'une start-up dans l'intelligence artificielle, « Project Prometheus », qui a récemment levé 6,2 milliards de dollars, en partie investis par le fondateur d'Amazon. Ce projet d'IA vise à appliquer l'IA à « l'économie physique » (dont la fabrication d'ordinateur, automobile, aérospatial).
- Le chatbot Grok d'xAI (appartenant à Elon Musk) [introduit](#) une fonctionnalité "Imagine" permettant de générer des vidéos courtes (6-15 secondes) à partir d'un simple prompt texte, avec du son. A noter que le mode « spicy », permettant également de créer du contenu à connotation sexuelle, suscite des interrogations éthiques.
- Open AI [déploie une fonctionnalité](#) de « group chat » dans ChatGPT. Jusqu'à 20 personnes pourraient échanger, ChatGPT assurant que ces conversations de groupe seront « isolées » des conversations privées des utilisateurs et que ces dernières ne pourront pas être utilisées par l'algorithme pour alimenter la conversation de groupe, bien que des évolutions « granulaires » seront proposées dans le futur.

Santé

Brèves

- Le 19 novembre, l'agence Centers for Disease Control (CDC) a [mis à jour](#) la page de son site Internet consacrée à « l'autisme et les vaccins », afin de préciser que l'affirmation selon laquelle « les vaccins ne causent pas l'autisme » n'était « pas fondée sur des preuves » et de suggérer que des études soutenant un tel lien de causalité auraient précédemment été ignorées par les autorités sanitaires américaines. Le Sénateur et médecin Bill Cassidy (R – Louisiane), dont le vote avait été clé dans la confirmation de Robert F. Kennedy Jr. au poste de Secrétaire à la Santé en février dernier [voir [Brèves sectorielles du mars 2025](#)], a [réagi](#) à ce changement par un post sur X : « Ce que les parents ont besoin d'entendre aujourd'hui, c'est que les vaccins contre la rougeole, la polio, l'hépatite B et d'autres maladies infantiles sont sûrs et efficaces et ne provoquent pas d'autisme. Toute affirmation contraire est

fausse, irresponsable et contribue activement à aggraver l'état de santé des Américains ».

- Le 20 novembre, le groupe américain Abbott a [annoncé](#) l'acquisition d'Exact Sciences, société basée à Madison (Wisconsin) et leader du diagnostic en oncologie, pour un montant d'environ 21 Md\$ (23 Md\$ en valeur d'entreprise, dette comprise, soit la plus grosse acquisition jamais observée dans ce secteur). L'opération, approuvée par les conseils d'administration des deux groupes et attendue pour le T2 2026, doit faire d'Abbott un acteur de premier plan sur le marché américain du dépistage du cancer et du diagnostic oncologique de précision, évalué à près de 60 Md\$.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)